

Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

Date de la contribution : 04/09/2020

Question 2 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable au dispositif présenté par la CRE concernant la participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz. GRTgaz reconnaît que le dispositif proposé permet de donner de la visibilité aux porteurs de projets et aux tiers sur la mise en œuvre du dispositif prévu à l'article D. 453.24 du code de l'énergie créé par le décret n° 2019-665 du 28 juin 2019 afin de mettre en œuvre le principe du droit à l'injection de la loi EGALIM.

Ce dispositif présente les modalités de prise en compte de participations des porteurs de projet d'installations de production de biogaz et/ou des tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement des réseaux gaziers pour l'injection de gaz renouvelable. Il fixe notamment les conditions financières de raccordement et d'injection auprès des porteurs de projet, en indiquant le montant maximum de la participation à rassembler collectivement sur la zone et ce, dès le jalon D2.

GRTgaz relève que le dispositif prévoit que la collecte de la participation de tiers est effectuée avant d'engager les coûts de renforcement et assure, dès lors, une maîtrise des risques pris par le tarif d'utilisation du réseau de transport.

De plus, le dispositif prévoit le recalcul des investissements et le remboursement total ou partiel des participations sur-collectées avant la présentation pour approbation de la réalisation. GRTgaz souligne que ce mécanisme permet de garantir et conserver l'équité avec les zones éligibles à la mutualisation des coûts de renforcement dès les premières études.

Le dispositif permet de faire émerger des investissements de renforcement grâce au soutien de tiers lorsqu'il y a une forte volonté de développement de la filière dans les zones non éligibles à la mutualisation des coûts de renforcements

Néanmoins, GRTgaz souhaite attirer l'attention de la CRE sur le fait que le dispositif prévoit que la mobilisation des financements des participations tiers est réalisée très en amont au regard des possibilités de financement des porteurs de projets. GRTgaz regrette également que le dispositif rallonge les délais de mise en œuvre pour les projets de ce type de zone.

Par ailleurs, GRTgaz souhaiterait que la CRE précise le mécanisme de participation tiers lorsque la zone présente à la fois des renforcements de transport (rebours) et des renforcements de distribution (maillage).

GRTgaz s'interroge également sur le moment de la fixation de la valeur définitive de la participation tiers dans le cadre du dispositif. Alors que l'exemple développé d'un investissement d'un rebours fixe la valeur définitive de la participation de tiers au moment du déclenchement de la réalisation du rebours, GRTgaz s'interroge sur le cadre applicable aux hypothèses plus complexes comme le cas d'investissements successifs d'étude de rebours, puis de réalisation de maillages et de réalisation de rebours » ?

L'exemple ci-dessous de cas complexe comprenant plusieurs séquences (notamment en raison de la mise en œuvre progressive des investissements) constitue notre proposition :

Cas d'une zone comprenant des investissements de renforcements : des maillages à hauteur de 60 % et un rebours à hauteur de 40%. Le I/V de la zone est supérieur à 4700 €/Nm³/h et nécessite une participation de tiers de 1.7M€ évaluée au moment de la validation du zonage de raccordement :

- **Séquence 1 – Approbation semestrielle du programme d'investissements** : Approbation du lancement de l'étude de rebours (200 k€) sur la base de lettres d'engagement couvrant l'intégralité de ce montant. À ce stade, toutes les parties intéressées (en particulier les porteurs de projets) seront avisées que la viabilité du programme de renforcement (maillage + rebours) nécessite globalement 1,7 M€ de participation de tiers. Ce montant sera un majorant des participations tiers éventuellement mises à jour lors des phases suivantes.

- **Séquence 2 – Lancement de l'étude de rebours** : Contractualisation avec les tiers permettant d'assurer la mobilisation des fonds (200 k€) puis lancement de l'étude de rebours.

- **Séquence 3 – Première étape de réalisation du programme de renforcement** : A la signature du contrat de raccordement du premier projet qui fait apparaître la saturation de la zone, collecte de lettres d'engagement couvrant l'intégralité des 1,7 M€ afin d'assurer la viabilité de l'ensemble du programme de renforcement. Toutefois, l'exutoire de ce premier projet n'a besoin que des maillages représentant 60 % du programme d'investissement. Dans ce cas, seuls 60 % des 1,7 M€ sont effectivement collectés à ce stade. Cette collecte de 1M€ permet alors de lancer la réalisation du maillage.

- **Séquence 4 – Approbation de la réalisation du rebours** : Quand les conditions de réalisation du rebours sont réunies, le projet de rebours est présenté pour réalisation à l'occasion d'une approbation semestrielle du programme d'investissement du transporteur. Cette proposition est accompagnée de lettres d'intention couvrant l'intégralité de la participation de tiers restant à apporter. Cette participation de tiers pour l'ensemble du programme d'investissement est réévaluée pour prendre en compte l'évolution de la maturité des projets sur la zone. Les participations effectivement collectées aux séquences 1 et 3 sont alors déduites de ce nouveau total et le résultat doit être intégralement couvert par les lettres d'intention présentées. Si le reste à collecter est négatif (en cas de progrès suffisants des projets sur la zone par exemple), un remboursement de l'écart au tiers concerné est opéré. Si le reste à collecter est positif, il s'agit de collecter le reste de la participation.

- **Séquence 5 : Lancement de la réalisation du rebours** : Contractualisation avec les tiers permettant d'assurer la mobilisation des fonds nécessaires (évalués tel que décrit en séquence 4) puis lancement de la réalisation du rebours.

Par ailleurs, GRTgaz préconise à la CRE de procéder aux précisions suivantes dans sa disposition :

- Il serait souhaitable que la CRE détaille les modalités de collecte des financements pour la phase d'étude de rebours.

- GRTgaz propose que le dispositif prévoie la signature de lettres d'intentions ou de conventions de subventionnement avec les tiers et ce, avant le début des études de rebours, assurant leur engagement formel de couvrir le coût des études de rebours. Les sommes pourraient être versées tout ou partie à la fin de ces études et si le recalcul de la participation est défavorable à ce stade. Un tel mécanisme permettrait d'éviter de réceptionner des sommes qui seraient remboursées aux différents tiers participants en cas de recalcul favorable de la participation de tiers.

- De plus, la délibération pourrait apporter une précision complémentaire sur la nature et la qualification du financement des études de renforcement ou d'une part d'ouvrage de renforcement, notamment en ce qu'il constitue une subvention et non un investissement par le(s) tiers considéré(s). Cette précision permet d'assurer que l'ouvrage de rebours tout comme son étude restent propriété de GRTgaz.

- Enfin, les modalités de collecte des financements pour les investissements de réalisation pourraient également être précisées.

Question 3 : Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Depuis 2 ans, les distributeurs contribuent à l'élaboration des dossiers de demande d'approbation des investissements de renforcement de GRTgaz en apportant les éléments facilitant l'approbation des investissements de rebours.

Le dispositif proposé par la CRE propose de valider les investissements de renforcement de distribution sur les mêmes principes que les investissements de renforcement de transport.

Dans un esprit de collaboration pour le développement du biométhane, GRTgaz apportera autant que de besoin aux distributeurs les éléments qui leur seront nécessaires dans la constitution des dossiers d'approbation de leurs investissements.